ACADÉMIE HUMANITAIRE · HUMANITAIRES JOBS

Mini MBA Coordination civilo-militaire humanitaire (CMCoord) : préserver l'accès et les principes face aux acteurs armés

Support de cours · Semaine 11 : Analyser un contexte et rédiger des directives civilo-militaires pour un pays

Programme de 3 mois exactement (12 semaines, 144 heures) pour coordonner l'action humanitaire avec les acteurs armés : principes, acteurs armés et leur culture, directives d'Oslo et MCDA, moyens militaires étrangers lors des catastrophes, urgences complexes et missions intégrées, escortes armées, notification humanitaire et échange d'informations, négociation de l'accès, liaison et forums, protection, directives propres aux pays et dilemmes. Fondé sur les textes publics d'OCHA et de l'IASC. Exercices chiffrés corrigés, trois examens mensuels avec études de cas, et un diplôme vérifiable de l'Académie Humanitaire. Formation indépendante : ce n'est pas le cours officiel UN-CMCoord d'OCHA, vers lequel elle renvoie, et elle ne délivre aucune certification des Nations unies.

https://humanitairejobs.org/fr/academie/mini-mba-coordination-civilo-militaire/semaine-11/

Document gratuit de l'Académie Humanitaire. Il peut être imprimé et partagé librement à des fins de formation, sans modification.

Semaine 11 : Analyser un contexte et rédiger des directives civilo-militaires pour un pays

Objectifs

- Conduire une analyse de contexte CMCoord : acteurs armés, perception, dynamiques, scénarios.
- Rédiger le plan et les règles principales de directives propres à un pays.
- Anticiper les changements de contexte : catastrophe en zone de conflit, retrait d'une mission, épidémie.

L'analyse de contexte CMCoord

Avant toute stratégie, une analyse répond à cinq questions :

1. **Quels acteurs armés** sont présents, avec quel statut, quel rôle dans le conflit, quelles capacités ?
2. **Comment sont-ils perçus** par la population, les autorités et les autres acteurs armés ?
3. **Quelles interactions** existent déjà entre eux et les humanitaires, et quels incidents en ont découlé ?
4. **Quelles dynamiques** sont à l'œuvre : offensives, élections, saisons, retrait de forces ?
5. **Quels scénarios** dans les 3 à 6 mois, et quelles conséquences pour la relation civilo-militaire ?

Les sources : rapports d'OCHA, analyses de sécurité, enquêtes de perception, échanges avec les communautés et entretiens avec les acteurs armés.

Le plan type de directives propres au pays

Des directives utiles sont courtes et précises. Un plan fréquent :

1. Objet, champ d'application et textes de référence.
2. Analyse résumée du contexte et des acteurs armés.
3. Principes et position sur le spectre pour chaque catégorie d'acteurs.
4. Règles opérationnelles : utilisation des moyens militaires, escortes armées, transport, locaux et armes, visibilité, réunions.
5. Échange d'informations et notification humanitaire.
6. Rôles et responsabilités : direction humanitaire, OCHA, points focaux.
7. Procédure d'exception et de révision.

Le projet est discuté dans le forum civilo-militaire, adopté par l'équipe humanitaire pays, traduit dans les langues utiles, diffusé aux acteurs armés et révisé au moins une fois par an ou à chaque changement important.

Rédiger des règles claires

Une règle utile dit **qui** fait **quoi**, **quand** et **comment décider des exceptions**.

- Faible : « Les humanitaires évitent si possible les véhicules militaires. »
- Clair : « Le personnel humanitaire ne voyage pas dans des véhicules militaires. Exception : évacuation médicale ou de sécurité sans alternative civile, décidée par le chef de bureau et signalée à OCHA dans les 24 heures. »

Les règles se testent sur des situations réelles : si deux personnes appliquent la règle au même cas et arrivent à des décisions différentes, elle doit être réécrite.

Quand le contexte bascule

- **Catastrophe dans une zone de conflit** : l'armée de l'État touché, partie au conflit, propose ses moyens. On analyse au cas par cas : zone concernée, perception, alternatives ; on privilégie l'appui aux infrastructures et l'assistance indirecte, loin des lignes de front.
- **Retrait d'une mission de paix** : les capacités de sécurité, de logistique (pistes, aéroports) et de protection diminuent. Il faut planifier tôt la reprise des fonctions vitales par des acteurs civils, et analyser les risques pour les civils.
- **Épidémie** : les armées appuient souvent la logistique, les hôpitaux de campagne ou les contrôles. Les principes restent les mêmes : besoin, alternatives, distinction, et attention aux mesures coercitives qui éloignent les malades des soins.

Scénarios et indicateurs d'alerte

Pour chaque scénario, définissez des **indicateurs d'alerte** et les décisions à prendre :

- « La force de paix devient partie aux hostilités » → revoir la position sur le spectre, suspendre l'utilisation de ses moyens logistiques dans les zones concernées.
- « Le nombre de mouvements bloqués dépasse 20 % pendant deux semaines » → plaidoyer de haut niveau, revue des procédures de notification.
- « Des combattants entrent dans les sites de déplacés » → alerte au coordonnateur humanitaire, dialogue avec les commandements.

Exercice d'application : réécrire trois règles

Réécrivez de façon claire et vérifiable :

1. « Les escortes armées doivent être évitées. »
2. « Il est conseillé de ne pas partager trop d'informations avec les militaires. »
3. « Les réunions avec les militaires ont lieu dans des endroits appropriés. »

Éléments de corrigé. 1. « Les convois humanitaires n'utilisent pas d'escortes armées. Toute exception est décidée par le coordonnateur humanitaire après avis du forum civilo-militaire, selon la grille de l'annexe 2, pour 30 jours renouvelables. » 2. « Aucune donnée personnelle de bénéficiaire n'est partagée avec un acteur armé. Les informations de déconfliction passent uniquement par OCHA. » 3. « Les réunions civilo-militaires ont lieu dans les locaux d'OCHA ou d'une agence, jamais dans une base militaire, sauf décision contraire du chef de bureau d'OCHA. »

À retenir

- Analyse CMCoord : acteurs, perceptions, interactions, dynamiques, scénarios.
- Directives pays : plan court, règles opérationnelles précises, rôles, exceptions et révision.
- Une règle claire dit qui fait quoi, quand, et comment décider d'une exception.
- Catastrophe en conflit, retrait de mission, épidémie : mêmes principes, analyse au cas par cas.
- Des indicateurs d'alerte déclenchent des décisions prévues à l'avance.

Quiz

1. Quelle question vient en premier dans l'analyse de contexte CMCoord ?
   A. Quels sont les scénarios des six prochains mois ?
   B. Qui finance la force présente dans la zone ?
   C. Quel est le budget de sécurité de l'année ?
   D. Quels acteurs armés, avec quel statut et rôle ?
2. Une règle bien écrite précise :
   A. Seulement l'objectif général du texte
   B. Le coût de chaque réunion de coordination
   C. Le nom et le grade des militaires présents
   D. Qui décide quoi, quand, et les exceptions

3. Qui adopte les directives propres au pays ?
   A. Chaque ONG
   B. Le bailleur principal
   C. Le commandant de la force
   D. L'équipe humanitaire pays

4. Lors du retrait d'une mission de paix, il faut surtout :
   A. Demander à la mission de rester plus longtemps
   B. Attendre la fin officielle du retrait
   C. Suspendre l'aide dans les provinces concernées
   D. Planifier tôt la reprise par les civils

5. Un test simple de clarté d'une règle :
   A. Sa longueur
   B. Son approbation par l'armée
   C. Sa traduction en anglais
   D. Deux personnes l'appliquent au même cas et arrivent à la même décision

Corrigé du quiz : 1. B · 2. A · 3. D · 4. C · 5. B